

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°942 du Mercredi le 30 Septembre 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

**SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO**

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Nucléaire

EDF veut adapter la réglementation sur la température des fleuves
Les canicules forcent l'arrêt régulier des réacteurs nucléaires en été. Or, 42 des 57 réacteurs exploités par EDF dépendent directement des fleuves français. ... • (Page 08)

Biodiversité

Restaurer les forêts pour renforcer la sécurité alimentaire
La restauration des forêts et des paysages peut contribuer à relever simultanément les défis de la sécurité ... • (Page 09)

Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO • (Page 03)

390 millions USD pour financer les pôles de croissance en l'Afrique de l'Ouest



Coopération décentralisée • (Page 04)

Aného et Nuremberg explorent de nouvelles perspectives

Femmes entrepreneurs

La Fondation SEPHIS accueille Advans Côte d'Ivoire dans son réseau de partenaires
La Fondation SEPHIS et Advans Côte d'Ivoire renforcent leur collaboration pour faciliter l'accès des femmes ... • (Page 02)

Business Angels Network

TOGOBAN mobilise entrepreneurs et investisseurs autour de l'investissement
Le Togo Business Angels Network (TOGOBAN) a réuni, le 23 septembre 2026 à Lomé, entrepreneurs, financeurs et investisseurs ... • (Page 04)

Conseils

Nadia Kawtar Alaoui rejoint Deloitte Maroc
Deloitte annonce, ce mardi 29 septembre 2026, l'arrivée de Nadia Kawtar Alaoui en qualité d'Associée qui, après avoir exercé en tant qu'avocate en droit des affaires, puis en tant que directrice juridique, prend désormais ... • (Page 06)

Kozah / Eau et assainissement

Le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kara lancé
Le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui a lancé, le lundi 28 septembre, le projet d'Alimentation en eau potable (AEP) de ... • (Page 11)



**REBRAND YOUR LEADERSHIP**

Thème :
LEADERSHIP ET L'IA : COMBINAISON D'INNOVATION, DE GOUVERNANCE ET DE COMPÉTITIVITÉ POUR LES ENTREPRISES ET ORGANISATIONS AFRICAINES ?

5 DÉC 2026 • **HÔTEL SAKAWA (LOME)** | **6ème ÉDITION**

+228 92860146 / +229 01 97 21 69 94 | rebrandyourleadership@senakpon.com





Financement des femmes entrepreneures

La Fondation SEPHIS accueille Advans Côte d'Ivoire dans son réseau de partenaires

La Fondation SEPHIS et Advans Côte d'Ivoire renforcent leur collaboration pour faciliter l'accès des femmes entrepreneures au financement. Une première enveloppe de 1 milliard de FCFA doit soutenir les entreprises dirigées par des femmes et contribuer à leur passage vers une croissance durable.

● Joël Yanclo

La Fondation SEPHIS poursuit son engagement en faveur de l'entrepreneuriat féminin avec le renforcement de sa collaboration avec Advans Côte d'Ivoire. Ce partenariat prévoit, pour ce premier niveau de collaboration, une enveloppe globale de 1 milliard de FCFA destinée à faciliter l'accès au financement des femmes entrepreneures. L'initiative repose sur une approche combinant préparation des entrepreneures et solutions financières adaptées. Pour SEPHIS, l'accès au crédit constitue un levier important lorsque les entreprises disposent également des compétences et des outils nécessaires pour structurer leur activité.

Plus de 3 milliards de FCFA déjà mobilisés

Depuis plusieurs années, la Fondation accompagne des femmes entrepreneures dans la structuration et le développement de leurs entreprises. À ce jour, plus de 3 milliards de FCFA de crédits ont été décaissés au profit de femmes entrepreneures à travers l'ensemble de ses partenaires financiers. Les besoins de financement varient fortement selon les entreprises. Certaines entrepreneures recherchent des financements de 5 millions de FCFA, tandis que d'autres ont besoin de montants dépassant 100



millions de FCFA. Au-delà des montants mobilisés, SEPHIS met l'accent sur le travail d'accompagnement préalable : renforcement des capacités des PME, préparation des dossiers de financement, mise en relation avec les établissements financiers et suivi du remboursement.

La préparation, un préalable au financement

Pour la Fondation SEPHIS, le financement ne peut produire pleinement ses effets sans un accompagnement adapté des entrepreneures. L'organisation défend ainsi une approche fondée sur la complémentarité entre renforcement des capacités et accès au crédit. Cette démarche vise notamment à permettre aux entreprises de mieux structurer leurs activités, de présenter des dossiers solides aux institutions financières et de renforcer leur capacité à gérer durablement les financements obtenus. SEPHIS souligne également le rôle joué par Sarah Doukouré, Directrice générale d'Advans Côte d'Ivoire, dans la construction de ce partenariat, depuis son élaboration jusqu'à sa signature.

Un accompagnement depuis 2009



Depuis 2009, la Fondation SEPHIS accompagne les femmes entrepreneures afin de développer leur potentiel, renforcer leurs compétences et faciliter leur accès au financement et aux marchés. Son intervention repose sur plusieurs axes, notamment le renforcement des capacités, à travers des formations adaptées et des programmes de leadership, l'accès au financement, grâce à des partenariats avec les institutions financières, ainsi que l'accès aux marchés, notamment dans les chaînes de valeur agricoles, l'exportation et l'amélioration de la compétitivité. La fondation intervient également dans les domaines du leadership et de l'inclusion sociale, avec des programmes citoyens, des actions de sensibilisation et des initiatives destinées notamment aux jeunes filles.

Accompagner 10 000 PME féminines d'ici 2035

À travers ses programmes, SEPHIS entend transformer le potentiel entrepreneurial des femmes en leviers de développement économique et social. Sa feuille de route prévoit d'accompagner 10 000 PME dirigées par des femmes d'ici 2035, en facilitant leur accès à des financements inclusifs et en renforçant leurs capacités techniques. L'organisation ambitionne également de contribuer à la création de 20 000 emplois décents et durables. Une stratégie qui place la résilience des entreprises féminines et leur croissance au cœur de sa mission.

AUX DÉCIDEURS ...

Ouverture internationale

Le thème choisi pour le petit-déjeuner économique Togo-Val-d'Oise, « Moi aussi je veux le monde », résonne comme bien davantage qu'un slogan. Il traduit une ambition désormais incontournable pour les entreprises togolaises : dépasser les frontières nationales, rechercher de nouveaux débouchés et prendre une place plus visible dans les échanges économiques internationaux.

À Paris, la participation du président de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo), Dr José Kwassi SYMENOUEH, aux côtés de l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET), témoigne de la volonté du secteur privé de s'inscrire dans cette dynamique. La présence d'acteurs tels que Business France, Bpifrance, Team France Export ou encore la Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France a donné à cette rencontre une dimension qui dépasse le simple cadre institutionnel.

Pour le Togo, l'enjeu n'est plus seulement de faire connaître ses atouts. Il consiste désormais à transformer cette visibilité en investissements, contrats commerciaux, partenariats technologiques et implantations d'entreprises.

La position du pays comme plateforme logistique et porte d'accès aux marchés de la sous-région constitue un argument important. Mais un avantage géographique ne devient un véritable levier économique que lorsqu'il est accompagné d'entreprises capables de saisir les opportunités, d'innover et de répondre aux exigences des marchés internationaux. C'est donc sur la capacité du secteur privé à se structurer, à monter en gamme et à renforcer sa compétitivité que se jouera une partie de cette ambition internationale.

Dire « je veux le monde » implique également d'accepter les exigences du monde. Les entreprises qui souhaitent conquérir de nouveaux marchés doivent pouvoir compter sur des financements adaptés, des compétences renforcées, une meilleure maîtrise des normes, des outils numériques performants et une capacité à construire des réseaux commerciaux durables. Dans cette perspective, le rapprochement entre les écosystèmes économiques togolais et français peut ouvrir des possibilités intéressantes. La coopération ne doit toutefois pas se limiter aux rencontres et aux déclarations d'intention. Elle doit progressivement déboucher sur des projets mesurables et des relations d'affaires durables.

L'internationalisation des entreprises togolaises constitue aussi un enjeu de rayonnement économique. Chaque entreprise qui réussit à exporter, à nouer un partenariat stratégique ou à s'implanter sur un nouveau marché contribue à renforcer la visibilité du pays.

La CCI-Togo a, dans ce contexte, un rôle important à jouer : celui de faciliter les connexions, d'informer les entreprises, de favoriser les rencontres et d'accompagner leur transformation en acteurs davantage tournés vers l'extérieur.

Le rendez-vous de Paris rappelle ainsi une évidence : l'ambition internationale ne peut plus être considérée comme l'apanage des grandes entreprises. Les PME et les jeunes entreprises doivent également pouvoir accéder aux réseaux, aux financements et aux marchés qui leur permettront de grandir.

Le véritable enjeu commence maintenant. Après les rencontres, les échanges et la présentation des opportunités vient le temps de la concrétisation.

Si le Togo veut voir davantage de ses entreprises franchir durablement les frontières, il faudra multiplier les passerelles entre institutions, investisseurs et entrepreneurs, mais aussi créer les conditions permettant aux entreprises locales de devenir suffisamment compétitives pour s'imposer à l'international.

« Moi aussi je veux le monde » peut alors devenir plus qu'un thème de rencontre : le mot d'ordre d'une nouvelle étape de l'internationalisation du secteur privé togolais.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO

390 millions USD pour financer les pôles de croissance de l'Afrique de l'Ouest

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) veut passer de la stratégie à l'action. A l'occasion de sa 101^e session ordinaire, tenue le 28 septembre 2026 à Lomé, son Conseil d'administration a approuvé quatre opérations stratégiques d'un montant total de 390 millions USD.

• Hélène Martelot

À travers ces financements, la banque régionale entend soutenir des secteurs considérés comme des moteurs de croissance pour les économies ouest-africaines : énergie, exploitation minière, infrastructures de transport et agriculture résiliente au changement climatique. Pour la BIDC, l'enjeu dépasse le financement de projets pris individuellement. Il s'agit d'orienter les ressources vers les principaux pôles de croissance de la sous-région, tout en renforçant les échanges entre les économies de la CEDEAO.

Des financements concentrés sur quatre leviers

Le premier financement, d'un montant de 50 millions USD, est destiné à MOSL Limited au Ghana. Il doit contribuer au renforcement de la sécurité énergétique du pays à travers l'approvisionnement en produits pétroliers. Le deuxième, beaucoup plus important en volume, porte sur 230 millions USD en faveur d'Azumah Resources Ghana Limited pour le développement du projet aurifère Black Volta. L'opération s'inscrit dans la dynamique de développement du secteur minier et vise notamment à soutenir la création de valeur locale et l'activité économique. Au Nigeria, la BIDC a approuvé une facilité de 100 millions USD pour l'acquisition de matériel roulant et d'équipements d'exploitation dans le cadre de la phase II du projet de chemin de fer à écartement standard Kano-Maradi. Cette infrastructure doit contribuer à améliorer la mobilité et les échanges commerciaux, tout en renforçant les connexions entre les espaces économiques concernés. Pour une



institution dont le mandat comprend l'intégration régionale, le financement des infrastructures de transport constitue ainsi un levier permettant de réduire les contraintes qui pèsent sur le commerce intra-régional. Enfin, une enveloppe de 10 millions USD sera consacrée à la phase pilote de l'Initiative ouest-africaine pour une agriculture intelligente face au climat (WAICSA) au Ghana, au Sénégal et au Togo. Cette opération vise notamment à promouvoir une agriculture



d'avantage résiliente aux changements climatiques, à renforcer la sécurité alimentaire et à faciliter l'accès au financement pour les acteurs agricoles.

La stratégie GRO mise à l'épreuve du terrain

Ces quatre opérations illustrent concrètement les orientations de la stratégie GRO 2026-2030 de la BIDC, articulée autour de la Croissance, de la

Résilience et de l'Optimisation. Présentée comme une nouvelle feuille de route de l'institution, cette stratégie prévoit notamment de concentrer les financements sur des projets à fort impact économique et social et d'intégrer davantage les principes environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement. Pour Dr George Agyekum Donkor, président de la BIDC et de son Conseil d'administration, les opérations approuvées lors de cette session sont directement alignées sur cette orientation. « Les projets qui ont été approuvés aujourd'hui contribuent à la stratégie GRO qui vise à optimiser notre bilan, à investir dans les secteurs de développement dans les différents pays de la sous-région », a-t-il expliqué. Le responsable cite notamment l'énergie, les routes et l'agriculture parmi les secteurs appelés à jouer un rôle central dans cette nouvelle phase. L'objectif est d'utiliser plus efficacement les ressources de la banque tout en les orientant vers les secteurs susceptibles de produire des effets d'entraînement sur les économies nationales.

De l'investissement sectoriel à l'intégration régionale

L'un des intérêts écono-

miques de cette nouvelle série de financements réside dans leur potentiel d'interconnexion. Le projet ferroviaire Kano-Maradi illustre directement cette logique. En améliorant les infrastructures de



transport, la BIDC entend contribuer à fluidifier la circulation des personnes et des marchandises et, par conséquent, à faciliter les échanges commerciaux. « Certains de ces projets sont même interconnectés. Cela signifie que se déplacer d'un pays à l'autre, pour commercer et faire des affaires, sera beaucoup plus facile », a souligné George



face aux effets du changement climatique.

Le déficit d'infrastructures reste un défi majeur

Au-delà des quatre opérations approuvées à Lomé, la BIDC entend maintenir son attention sur les infrastructures. Selon George Agyekum Donkor, le déficit annuel de financement des infrastructures constitue encore un important obstacle au développement de la région. La banque entend donc renforcer ses interventions dans ce secteur, aux côtés de l'agriculture et de l'énergie. « Le déficit de financement des infrastructures est d'environ 4 milliards de dollars par an en Afrique », a-t-il indiqué.

Pour une institution de financement du développement, le défi consiste dès lors à mobiliser et à orienter davantage de capitaux vers des projets capables de produire des effets économiques durables. La BIDC avait déjà approuvé, en juillet 2026, plus de 417 millions USD pour cinq projets portant notamment sur les infrastructures, la santé, le logement, les mines, la résilience financière et la connectivité régionale.



Coopération décentralisée

Aného et Nuremberg explorent de nouvelles perspectives

Le Sénateur-Maire de la Commune des Lacs 1, Me Alexis Coffi Aquereburu, séjourne en Allemagne dans le cadre du partenariat entre Aného et la ville de Nuremberg. Cette mission vise à consolider les acquis de la coopération et à explorer de nouvelles perspectives au service du développement local.

● Junior Aredola

Consolider le partenariat Aného-Nuremberg. Entamée en juillet 2017, la coopération entre la Commune des Lacs 1 et la ville allemande de Nuremberg franchit une nouvelle étape. En visite de travail en Allemagne depuis le dimanche 27 septembre 2026, le Sénateur-Maire de la Commune des Lacs 1, Me Alexis Coffi Aquereburu, entend renforcer les échanges avec les responsables de la ville partenaire et identifier de nouveaux domaines de collaboration. Cette mission constitue également une occasion de faire le point sur les différentes actions déjà réalisées dans le cadre du partenariat et d'examiner les perspectives de sa consolidation au bénéfice des populations de la commune.

Une rencontre avec le maire de Nuremberg

À Nuremberg, Me Alexis Coffi Aquereburu doit rencontrer, ce lundi 28 septembre, son homologue Marcus Kömig. Les discussions portent notamment sur le bilan des initiatives engagées depuis le début de la coopération ainsi que sur les nouveaux axes susceptibles d'être développés entre les deux collectivités. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de favoriser le partage d'expériences entre collectivité



tés territoriales et de renforcer les mécanismes de coopération décentralisée.

Des réalisations dans la santé, l'éducation et l'assainissement

Depuis son lancement, le partenariat Aného-Nuremberg a déjà donné lieu à plusieurs réalisations concrètes. En 2022, le Centre hospitalier préfectoral d'Adjido et le Lycée d'enseignement technique et professionnel d'Aného-Glidji ont notamment été équipés de panneaux solaires. La coopération a également permis à la Commune des Lacs 1 de bénéficier d'engins destinés au ramassage des ordures, de matériel pour sa plateforme de compostage ainsi que d'équipements de protection individuelle. Ces équipements doivent être officiellement réceptionnés le 9 octobre 2026 à la mairie d'Aného, renforçant ainsi les capacités de la commune dans le domaine de la gestion des déchets et de l'assainissement.

Aného présente son expérience à la table

ronde « Vision 2040 »

Après Nuremberg, la mission du Sénateur-Maire se poursuivra à Bonn le mardi 29 septembre. Me Alexis Coffi Aquereburu prendra part à une table ronde consacrée à la « Vision 2040 » des collectivités territoriales. Cette rencontre sera consacrée aux perspectives d'évolution de la gouvernance locale et aux enjeux auxquels les collectivités seront confrontées dans les prochaines années. La participation de la Commune des Lacs 1 permettra de partager son expérience et de prendre part aux échanges sur l'avenir de la coopération entre territoires.

Une coopération tournée vers le développement local

À travers cette mission, la Commune des Lacs 1 entend poursuivre son ouverture aux expériences internationales et consolider ses relations avec ses partenaires extérieurs. Le partenariat avec Nuremberg constitue, à cet égard, un cadre d'échanges et de mise en œuvre de projets dans plusieurs secteurs touchant directement aux conditions de vie des populations. La poursuite de cette coopération devrait ainsi permettre d'explorer de nouvelles opportunités, tout en capitalisant sur les acquis enregistrés depuis 2017.

Business Angels Network

TOGOBAN mobilise entrepreneurs et investisseurs autour de l'investissement

Le Togo Business Angels Network (TOGOBAN) a réuni, le 23 septembre 2026 à Lomé, entrepreneurs, financeurs et investisseurs autour de l'investissement providentiel. La rencontre visait à mieux faire connaître le rôle des business angels dans le financement et l'accompagnement des entreprises togolaises.

● Vivien Atakpabem

Un rendez-vous dédié à l'investissement providentiel. Le Togo Business Angels Network (TOGOBAN) a organisé, mercredi 23 septembre 2026, une soirée de réseautage à TOGOMALL, au Centre togolais des expositions et foires (CETEF) Togo 2000. La rencontre a réuni plusieurs acteurs de l'écosystème entrepreneurial, notamment des entrepreneurs, financeurs, investisseurs et potentiels business angels. Elle avait pour objectif de favoriser les échanges autour du rôle de l'investissement providentiel dans le développement des entreprises et, plus largement, dans la consolidation de l'écosystème entrepreneurial togolais.

Les business angels, une passerelle entre entrepreneurs et investisseurs

Dans son mot de bienvenue, la présidente de TOGOBAN a mis en avant le rôle des business angels comme intermédiaires entre les entrepreneurs et les investisseurs institutionnels. Leur contribution ne se limite toutefois pas à l'apport de capitaux. Ils peuvent également mettre à la disposition des entrepreneurs leurs réseaux professionnels, leur expertise sectorielle, leur expérience ainsi que leur capacité à prendre des risques aux côtés des porteurs de projets. Cette combinaison



entre financement et accompagnement constitue l'un des fondements de l'investissement providentiel.

L'expérience de MIAPAY au cœur des échanges

La soirée a également été marquée par un fireside chat avec Octave Denkey, CEO de MIAPAY et membre de TOGOBAN. L'entrepreneur a partagé son expérience à la fois comme dirigeant ayant levé des fonds et comme investisseur. Selon lui, l'attention des investisseurs ne porte pas uniquement sur l'idée présentée par un entrepreneur. La vision, la crédibilité, la transparence et surtout la capacité d'exécution constituent également des éléments importants dans l'appréciation d'un projet. Son témoignage a permis d'apporter aux participants un éclairage pratique sur les attentes des investisseurs et sur les relations entre entrepreneurs et apporteurs de capitaux.

Mutualiser les ressources pour mieux accompagner les projets

Les échanges ont également porté sur l'intérêt des réseaux de business angels. Pour Octave Denkey, la mutualisation des ressources, des exper-

tises et des réseaux peut contribuer à améliorer l'analyse des opportunités d'investissement. Cette organisation collective permet également de partager les expériences et de construire une confiance autour des projets examinés. Elle peut ainsi contribuer à répartir le risque entre les différents investisseurs membres d'un même réseau.

TOGOBAN cherche à élargir sa communauté

Au-delà des discussions consacrées au financement, la rencontre a permis de présenter les activités et la vocation de TOGOBAN aux participants. Les échanges ont également donné l'occasion de répondre aux questions du public et de susciter l'intérêt de personnes susceptibles de rejoindre le réseau. La soirée s'est achevée dans une ambiance conviviale, avec une invitation adressée à toutes les personnes désireuses de contribuer au développement de l'entrepreneuriat au Togo.



Le Togo en chiffres





FORUM INTERNATIONAL DE L'INTERMÉDIATION,
DU NUMÉRIQUE ET DE L'INNOVATION (FONI)



THÈME

FINANCEMENT DES SECTEURS AGRICOLE, IMMOBILIER ET MINIER EN AFRIQUE



19 au 22 Oct. 2026



Conakry, Guinée



Master Class 1

« La Clinique du Droit »



Master Class 2

« Marketing, Digitalisation
et Distribution
des Produits & Services Financiers
à l'Ère de l'IA »



Master Class 3

« Financial Lab : Maîtriser l'Art du Financement »



Master Class 4

« L'Atelier de l'Entrepreneur »

BONUS

- Un annuaire du forum
- Des sessions de networking dédiées
- Une communication sur mesure



+224 627 55 63 98



inscriptions@foni.africa



+228 93 03 36 36



inscriptions sur www.foni.africa

Organisé par



Organisé par **AFRIK FINANCES** : Leader de l'Intermédiation en Afrique

Conseils

Nadia Kawtar Alaoui rejoint Deloitte Maroc

Deloitte annonce, ce mardi 29 septembre 2026, l'arrivée de Nadia Kawtar Alaoui en qualité d'Associée qui, après avoir exercé en tant qu'avocate en droit des affaires, puis en tant que directrice juridique, prend désormais la charge du département Legal de Deloitte Conseil Maroc avec l'ambition de structurer et développer une activité pleinement intégrée à l'écosystème du cabinet.

● **Joël Yanclo**

Nadia Kawtar Alaoui interviendra en droit des affaires, avec une expertise particulière en droit des sociétés. Elle conseillera les entreprises, groupes familiaux, institutions et investisseurs sur leurs projets d'opérations de M&A, d'investissements, d'organisation et d'optimisation de la gouvernance d'entreprise, de restructurations et de réorganisations de groupe. Elle offrira également un accompagnement juridique aux dirigeants et actionnaires. « Le Maroc, et plus largement l'Afrique francophone, est un marché dans lequel Deloitte Afrique a la volonté de renforcer son activité Legal.

Nadia dispose de toute l'expérience et des capacités nécessaires pour accompagner les dirigeants à répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés. Son arrivée nous permettra de compléter notre offre intégrée », déclare dans un communiqué de presse Ambroise Depouilly, Managing Partner Deloitte Afrique francophone.

Parcours

Avocate au barreau de Paris depuis 2004 et diplômée de HEC Montréal, Nadia Kawtar Alaoui a bénéficié d'une double formation en droit et en gestion. Après avoir exercé en tant qu'avocate en droit des affaires pendant 11 ans, elle a occupé des fonctions de direction juridique au sein du groupe Al Mada, puis du groupe Azura, développant ainsi une compréhension du



marché marocain. « Avec plus de 20 ans d'expérience dans l'accompagnement juridique des entreprises dans des environnements internationaux, j'ai pu développer une approche qui associe conseil et compréhension des réalités opérationnelles et des enjeux stra-

tégiques des entreprises. J'ai pour objectif de participer à la dynamique de Deloitte en m'appuyant sur les synergies entre les différentes expertises et en renforçant notre présence en Afrique francophone », déclare Nadia Kawtar Alaoui, Associée en charge du département

Legal de Deloitte Maroc. En tant que firme pluridisciplinaire et acteur majeur des activités de l'Audit & Assurance, d'Advisory et du Tax & Legal, Deloitte Afrique accompagne les organisations dans leurs transformations. Le cabinet assure une présence dans 19 pays en Afrique francophone, en mobilisant 1 400 collaborateurs pour offrir un accompagnement de proximité et sur mesure grâce à la maîtrise des enjeux locaux.

Deloitte en bref

Deloitte fait référence à un ou plusieurs cabinets membres de Deloitte Touche Tohmatsu Limited (« DTTL ») à son réseau mondial de cabinets membres et à leurs entités liées (collectivement, l'« organisation Deloitte »). DTTL (également dénommée « Deloitte Glo-

bal ») et chacun de ses cabinets membres et entités liées sont des entités juridiquement distinctes et indépendantes, qui ne peuvent s'engager ou se lier mutuellement à l'égard de tiers. DTTL et chacune des sociétés membres de DTTL et entité liée ne répondent que de leurs propres actes et omissions, et non de ceux des autres. DTTL ne fournit pas de services aux clients. Deloitte fournit des services de pointe en matière d'audit et d'assurance, de fiscalité et de droit, de consulting, de conseils financiers et de conseils en risque à près de 90 % des entreprises du Fortune Global 500® et à des milliers d'entreprises privées.

Collaboration durable

Le CSA du Groupe BGFIBank et l'AGUB s'allient pour l'éducation financière

Le Collectif des Salariés Actionnaires du Groupe BGFIBank (CSA) et l'Association Gabonaise des Usagers des Banques et Services Financiers (AGUB) ont tenu une séance de travail le jeudi 24 septembre 2026, en vue d'une collaboration durable marquée par des échanges constructifs autour des enjeux de l'éducation financière, de la promotion de l'actionnariat populaire et du renforcement de l'inclusion financière au Gabon et dans la sous-région.

● **Nicole Esso**

Cette rencontre avait pour objectif de permettre aux deux organisations de présenter leurs missions respectives, leur mode de fonctionnement ainsi que leurs ambitions en matière de sensibilisation et d'accompagnement des acteurs de l'écosystème financier. À cette occasion, le CSA à travers son Président M. Landry MOMBO et son Secrétaire Général M. ONANGA ANOTH Fleury, a présenté sa vocation consistant à représenter et fédérer les salariés actionnaires du Groupe BGFIBank afin de renforcer leur participation aux instances de gouvernance du Groupe, tout en contribuant à la promotion de la culture boursière et de l'actionnariat salarié. Le Collectif a notamment mis en avant son rôle de pla-



teforme d'information, de concertation et de représentation des intérêts des salariés investisseurs. De son côté, l'AGUB par le canal de son équipe dynamique, en tête desquels son Président M. Gildas NDZENGUE MBOMBA par ailleurs, Président de la Fédération des Associations des Consommateurs des Produits et des Services Financiers dans la CEMAC (FACFI-CEMAC), a rappelé sa mission de protection et d'accompagnement des consommateurs de services financiers

à travers une approche fondée sur l'éducation financière, la médiation, la sensibilisation et le dialogue permanent avec les établissements financiers. L'association a également présenté ses actions de vulgarisation des mécanismes financiers, ses enquêtes de satisfaction ainsi que l'organisation du Salon de l'Éducation Financière, devenu un rendez-vous majeur de promotion de la culture financière au Gabon. Les échanges ont permis de mettre en évidence plu-

sieurs convergences entre les deux organisations. Les parties ont notamment souligné l'importance de : développer la culture financière auprès des citoyens ; renforcer la compréhension des mécanismes d'épargne et d'investissement ; encourager la participation des populations aux marchés financiers ; promouvoir l'actionnariat populaire comme levier de création de richesse ; contribuer à la stabilité et à la modernisation de l'écosystème financier national. Les deux organisations ont convenu d'explorer les modalités d'un partenariat structuré portant sur des actions communes de sensibilisation, de formation et de partage d'expertise ou de bonne pratique. Parmi les pistes de coopération évoquées figurent l'organisation de sessions d'éducation financière, la

participation d'experts aux activités respectives des deux structures ainsi que la conduite d'initiatives visant à rapprocher davantage les consommateurs de services financiers, des mécanismes financiers et boursiers. Tenant compte du contexte relatif à la phase deux (2) de l'Introduction en Bourse de BGFI Holding Corporation, cette rencontre a également permis d'aborder les enjeux liés à la promotion de l'actionnariat salarié, à la démocratisation de l'investissement



financier ainsi qu'à insister sur la nécessité de renforcer les connaissances des populations sur les opportunités offertes par les marchés de capitaux de la sous-région. Au terme des échanges, les responsables du CSA et de l'AGUB ont exprimé une volonté commune d'inscrire cette collaboration dans la durée afin de contribuer significativement au développement d'une culture financière responsable, à la consolidation de la confiance entre les différents acteurs du système financier et au rayonnement de la place financière gabonaise. Les deux parties se sont engagées à poursuivre les concertations en vue de formaliser un cadre de coopération qui permettra de mettre en œuvre des actions concrètes au bénéfice des consommateurs, des investisseurs et, plus largement, de l'ensemble des acteurs de l'économie.



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 29 septembre 2026

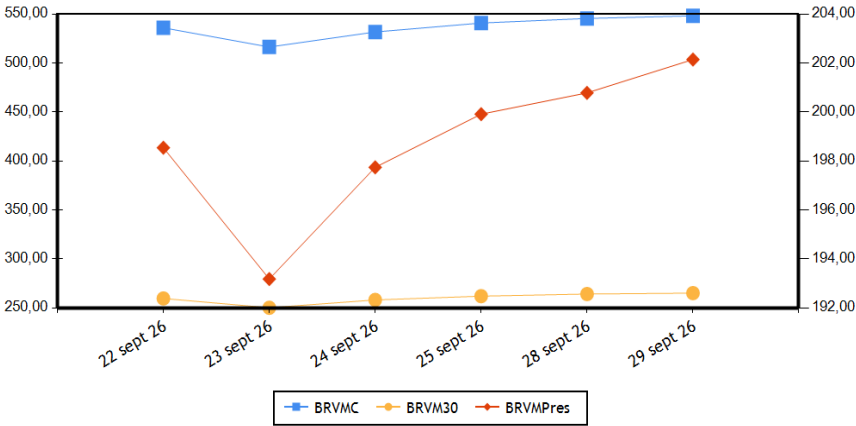
N° 184

BRVM COMPOSITE	548,04
Variation Jour	0,48 %
Variation annuelle	58,51 %

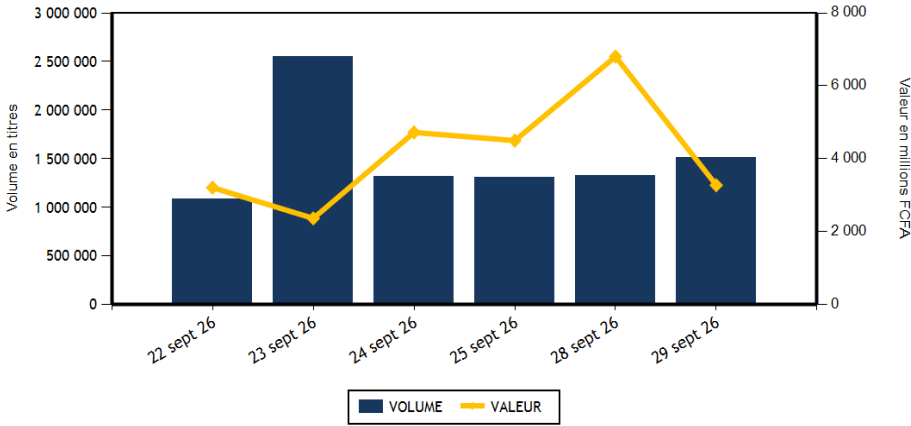
BRVM 30	265,14
Variation Jour	0,35 %
Variation annuelle	59,49 %

BRVM PRESTIGE	202,14
Variation Jour	0,68 %
Variation annuelle	40,13 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	21 491 234 105 518	0,48 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 509 438	44,61 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 247 423 193	-27,27 %
Nombre de titres transigés	46	0,00 %
Nombre de titres en hausse	22	0,00 %
Nombre de titres en baisse	16	-5,88 %
Nombre de titres inchangés	8	14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 616 018 491 470	0,02 %
Volume échangé	2 823	-99,01 %
Valeur transigée (FCFA)	27 744 350	-98,81 %
Nombre de titres transigés	12	9,09 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-80,00 %
Nombre de titres inchangés	8	60,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BRIDGE BANK GROUP CI (BBGC)	9 000	7,46 %	
BICI CI (BICC)	34 895	7,37 %	79,45 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 140	7,00 %	35,44 %
SETAO CI (STAC)	2 380	6,25 %	79,62 %
SOGB CI (SOGC)	7 945	4,54 %	0,57 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	47 215	-7,42 %	37,95 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 900	-6,02 %	0,65 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	3 650	-5,19 %	25,86 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	21 500	-4,06 %	87,85 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	5 995	-4,00 %	49,88 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	202,14	0,68 %	40,13 %	74 800	1 603 557 295	14,53
BRVM-PRINCIPAL (**)	36	387,61	0,29 %	78,09 %	1 434 638	1 643 865 898	23,08

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	48	220,78	0,49 %	65,83 %	1 509 438	3 247 423 193	18,09

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	149,93	0,59 %	57,99 %	29 532	988 380 860	14,36
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	199,12	-1,40 %	15,08 %	31 361	78 794 345	43,62
BRVM - SERVICES FINANCIERS	17	250,70	0,74 %	71,88 %	1 379 723	1 674 332 183	16,71
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	267,62	-0,39 %	23,85 %	29 796	277 778 405	12,94
BRVM - INDUSTRIELS	6	224,82	-0,40 %	69,89 %	12 187	31 197 855	147,54
BRVM - ENERGIE	4	168,20	0,24 %	51,65 %	12 425	83 396 135	19,22
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	274,64	1,03 %	159,34 %	14 414	113 543 410	25,66

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	18,09
Taux de rendement moyen du marché	6,10
Taux de rentabilité moyen du marché	6,45
Nombre de sociétés cotées	48
Nombre de lignes obligataires	212
Volume moyen annuel par séance	1 958 990,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 889 675 697,07

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	27,44
Ratio moyen de satisfaction	39,65
Ratio moyen de tendance	144,50
Ratio moyen de couverture	69,20
Taux de rotation moyen du marché	0,13
Prime de risque du marché	-0,22
Nombre de SGI participantes	37

Nucléaire

EDF veut adapter la réglementation sur la température des fleuves

Les canicules forcent l'arrêt régulier des réacteurs nucléaires en été. Or, 42 des 57 réacteurs exploités par EDF dépendent directement des fleuves français. L'énergéticien veut donc assouplir les normes de température de rejet des eaux.

Le niveau de production des centrales nucléaires françaises est-il désormais contraint en raison du changement climatique ? EDF souhaite voir évoluer les normes environnementales encadrant la température maximale des cours d'eau pour tenir compte du réchauffement, après un été marqué par des arrêts de réacteurs nucléaires à cause des fortes chaleurs, affirment Les Echos, citant des sources proches du dossier. Le groupe électricien, détenu à 100% par l'Etat, exploite 57 réacteurs nucléaires dont 42 sont installés au bord d'un fleuve ou d'une rivière pour permettre le refroidissement des installations. Le reste est situé sur le littoral. En vue de limiter les dégâts sur les écosystèmes aquatiques provoqués par la chaleur des eaux de refroidissement rejetées par les centrales, l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) fixe pour chaque site des limites de température de l'eau. Celles-ci obligent EDF à abaisser dans certaines circonstances le niveau d'activité de ses centrales nucléaires.



• La centrale nucléaire de Golfech est située au bord de la Garonne. Jack ma / WikimediaCommons

28 degrés maximum

Mais sous l'effet du réchauffement climatique, "l'écosystème a déjà changé sur la Garonne, qui est le plus souvent déjà au maximum de 28 degrés", assure l'une des sources interrogées par Les Echos, au sujet de la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne). "Le retour d'expérience de l'été fait actuellement l'objet d'une analyse approfondie. Les travaux n'étant pas encore finalisés, il est trop tôt à ce stade pour en dégager des conclusions définitives", a réagi EDF, interrogé par l'AFP. Selon Les Echos, jusqu'à quinze de ses réacteurs nucléaires ont été à l'arrêt en même temps en France, à cause des conséquences des fortes chaleurs cet été. Le refroidi-

dissement des centrales électriques représente la troisième activité consommatrice d'eau douce (12%) en France, derrière l'agriculture et l'eau potable. Dans certaines centrales dites en circuit ouvert, "jusqu'à 100%" de l'eau prélevée est restituée au milieu naturel, mais elle induit un échauffement aquatique en aval pouvant aller jusqu'à 4 à 6 degrés, en période d'étiage, selon EDF. Les autres réacteurs sont équipés de tours de réfrigération, reconnaissables à leur panache de vapeur. Si seulement 77% de l'eau prélevée est restituée au milieu, celle-ci n'est réchauffée que de quelques dixièmes de degrés, tandis que le reste part en vapeur.

(Avec AFP)

Carburant

L'aide aux pêcheurs entre en vigueur, mais l'automne reste en suspens

Le décret publié ce dimanche 27 septembre ouvre la voie au versement de 25 centimes par litre acheté entre juin et août. Cette aide rétroactive, dotée de 18 millions d'euros, doit soulager les trésoreries après la flambée du gazole.

Pour un navire qui a acheté 20 000 litres de carburant entre juin et août, l'aide représente 5 000 euros. Encore faut-il que les factures aient été payées et que l'entreprise dépose son dossier avant le 30 octobre. Publié ce dimanche 27 septembre au Journal officiel, le décret donne une base réglementaire au nouveau volet du soutien aux pêcheurs confrontés à la hausse du carburant liée au conflit au Moyen-Orient. Le guichet, lui, est ouvert depuis mercredi auprès de l'Agence de services et de paiement (ASP). Le principe est simple : une subvention de 25 centimes pour chaque litre de carburant professionnel acheté du 1er juin au 31 août 2026, en France ou à l'étranger, pour l'exploitation d'un navire de pêche battant pavillon français. Le dispositif s'adresse aux entreprises de métropole et de plusieurs territoires ultramarins. Son enveloppe est fixée à 18 millions d'euros, frais de gestion compris, et les aides sont accordées dans la limite des crédits disponibles. Le gouvernement indique que le montant de 25 centimes corres-



• Au Grau d'Agde (Hérault) le 30 juin 2026, où le tonnage de déchets marins ramené par les pêcheurs avoisine déjà les 2,2 tonnes en 2026. DR

pond au maximum permis, pour cette période, par l'encadrement européen des aides liées à la crise. L'enjeu est d'abord celui de la trésorerie. Le gazole doit être acheté avant la sortie en mer, tandis que les recettes dépendent des captures et des prix obtenus à la vente.

Des dossiers à déposer avant le 30 octobre

Chaque entreprise doit présenter une seule demande couvrant les trois mois. Elle doit notamment justifier ses volumes de carburant par navire et par mois, au moyen d'une attestation comptable. Les microentreprises qui ne font pas certifier leurs comptes peuvent passer

par un « tiers de confiance », tel qu'une coopérative maritime, une organisation de producteurs ou un comité des pêches. Les entreprises ayant déjà demandé l'aide accordée pour avril et mai n'ont pas à transmettre de nouveau toutes leurs pièces si leur situation n'a pas changé. Elles doivent cependant justifier leurs nouveaux achats. L'éligibilité suppose également d'être à jour de ses obligations fiscales et sociales, avec certaines possibilités pour les entreprises engagées dans un plan d'apurement de leurs dettes sociales. Reste surtout la période en cours. Le texte publié dimanche couvre des achats arrêtés au 31 août.

Avec latribune.fr

Dettes

Le gouverneur de la Banque de France réclame d'urgence un budget

Alors que la charge de la dette et les déficits publics fragilisent la crédibilité financière de la France auprès des marchés et des agences de notation, le gouverneur de la banque centrale s'alarme des niveaux atteints par la dette. Pour y remédier, la piste sera-t-elle de taxer davantage l'épargne des Français ?

Le gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin, a appelé à l'adoption d'un budget avant la fin de l'année afin de remettre les finances publiques sur une trajectoire soutenable, et d'éviter un renchérissement progressif de l'endettement du pays. M. Moulin a dressé sur Public Sénat le constat d'une économie française en perte de vitesse mais a observé qu'il n'y a pas de récession, la Banque de France tablant sur une croissance de 0,4% cette année puis de 0,9% en 2027. Il a de nouveau contesté l'idée d'un "décrochage" de l'écono-



• La Banque de France prévoit une dégradation du déficit de la balance des paiements en 2026. REUTERS - Abdul Saboor

mie française par rapport à ses voisins européens, même si le PIB a reculé de 0,2% au premier trimestre et a stagné au second.

« Pas comparable à 2008 »

"Nous pensons que les

événements qui ont pesé sur la croissance en 2026 ne vont pas se reproduire en 2027", a-t-il estimé, jugeant que "la situation actuelle n'est pas comparable à celle de 2008", pendant la crise des subprimes, en particulier parce que

"nous avons un secteur financier bien capitalisé" sur lequel "il n'y a aucune inquiétude à avoir". Il s'est davantage alarmé de l'état des finances publiques. "Il faut que chaque force politique se rende compte que si nous ne nous remettons pas sur une trajectoire descendante, nous allons payer de plus en plus cher nos emprunts", a-t-il averti. Alors que le taux des obligations françaises à dix ans évolue autour de 4,5%, Emmanuel Moulin juge également "beaucoup trop élevé" l'écart de taux avec l'Allemagne, proche de 100 points de base.

Taxer davantage l'épargne ?

Face à cela, le gouvernement cherche des recettes tous azimuts. En taxant davantage l'épargne des Français : c'est une des tentations, ni facile ni nouvelle, de la classe politique pour enrayer le déficit public, à la veille de l'élection présidentielle. Le gouvernement s'est par exemple penché cet été sur un durcissement de la fiscalité de l'épargne salariale - une "des pistes qu'on regarde, comme d'autres", selon le ministre de l'Economie et des Finances Roland Lescure le 7 septembre sur

RTL - avant que Matignon n'écarte cette option. Selon la Banque de France, les principaux placements des Français ont en effet atteint fin 2025 un niveau historiquement élevé dans le pays, à 6.590,5 milliards d'euros. Soit près de deux fois la dette publique française. Ce montant est constitué pour près d'un tiers par de l'assurance vie, un produit d'épargne d'autant plus facilement dans le viseur des parlementaires qu'il a beaucoup enflé ces derniers trimestres et qu'il profite d'un régime fiscal avantageux.

(Avec AFP)

Biodiversité

Restaurer les forêts pour renforcer la sécurité alimentaire

La restauration des forêts et des paysages peut contribuer à relever simultanément les défis de la sécurité alimentaire, de la biodiversité, du climat et du développement rural, estime la FAO dans son rapport annuel.

Face à l'ampleur des terres dégradées, l'organisation appelle à accélérer les efforts grâce à davantage d'investissements, une gouvernance inclusive et un engagement politique durable. Intitulé L'État des forêts dans le monde 2026, le rapport identifie quatre leviers pour passer à l'échelle : renforcer les droits et la participation des populations ; restaurer les terres à l'échelle des paysages ; mobiliser des financements et des modèles économiques adaptés ; et mettre en place des politiques, des institutions et des législations cohérentes. « Le rapport montre clairement que la restauration des forêts et des paysages est plus qu'une priorité environnementale : il s'agit d'un investissement stratégique dans des systèmes agroalimentaires résilients et



● © Belterra/Renato Stockler Maintenance du système agricole forestier dans le sud de la Bahia, au Brésil.

dans le développement rural », écrit QU Dongyu, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dans la préface du rapport. L'urgence est notamment liée à l'ampleur de la dégradation des terres. Plus de 10 % de la superficie terrestre mondiale est aujourd'hui affectée par les activités humaines. Les terres agricoles représentent plus de

60 % des surfaces dégradées, avec 480 millions d'hectares de terres cultivées et 560 millions d'hectares de pâturages. Quelque 460 millions d'hectares de terres forestières sont également touchés, alors que les forêts jouent un rôle essentiel dans les moyens de subsistance de nombreuses populations. Les forêts couvrent aujourd'hui 4,14 milliards d'hectares, soit environ 32 % des terres émergées. Elles stockent

quelque 714 gigatonnes de carbone et abritent jusqu'à 80 % de la biodiversité terrestre mondiale. Près d'un tiers de la population mondiale dépend par ailleurs des forêts et des arbres pour sa sécurité alimentaire et ses moyens de subsistance. Déforestation, tandis que plus de 460 millions d'hectares sont aujourd'hui dégradés.

Jusqu'à 1 800 milliards de dollars de bénéfices

Au total, 1,56 milliard d'hectares de terres sont dégradés sous l'effet notamment de la croissance démographique, des changements d'affectation des terres et de la demande croissante en ressources naturelles. Les pressions sur les écosystèmes forestiers s'intensifient également. Chaque année, quelque 127 millions d'hectares de forêt sont touchés par des incendies, auxquels s'ajoutent les

dommages causés par les insectes, les maladies et les phénomènes météorologiques extrêmes. Alors que la demande en produits forestiers augmente et que les usages concurrents des terres accentuent la pression sur les ressources, la FAO appelle à restaurer les forêts et les paysages dégradés à grande échelle. Ne pas restaurer ces écosystèmes représente un coût annuel estimé entre 878 milliards et 6 300 milliards de dollars, soit l'équivalent de 2 à 8,3 % du PIB mondial annuel. À l'inverse, la restauration de plus d'un milliard d'hectares pourrait générer jusqu'à 1 800 milliards de dollars de bénéfices chaque année, notamment grâce à une biodiversité renforcée, une meilleure régulation de l'eau et des sols plus sains.

190 millions d'hectares engagés

Des engagements existent

déjà. Selon la FAO, 91 pays et territoires se sont engagés à consacrer plus de 190 millions d'hectares à la restauration forestière. Parmi les initiatives citées figurent la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, le programme « Trois Nord » de la Chine et le Pacte trinational pour la forêt atlantique, qui réunit l'Argentine, le Brésil et le Paraguay. Mais les efforts restent insuffisants : seuls 206,5 millions d'hectares de forêts font actuellement l'objet d'une restauration. À l'horizon 2030, la FAO appelle donc à accélérer la mise en œuvre, avec une approche centrée sur les populations, fondée sur les données scientifiques et soutenue par des politiques cohérentes.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Cette position de Neptune pourra amener quelques complications côté finances. Gardez les pieds sur terre, et évitez les dépenses "coup de cœur" que vous regretteriez aussitôt après. Surveillez également vos placements de très près.

Taureau Les influences peu fastes d'Uranus produisent fréquemment des scandales, des faillites amenant le déshonneur ou la ruine. Un avertissement aux natifs qui veulent vivre au-dessus de leurs moyens !

Gémeaux Vous aurez plutôt de la chance ce jour. Sans gagner des sommes d'argent conséquentes, vous bénéficierez d'une certaine aisance matérielle, ce qui vous libérera l'esprit. Des chances amplifiées sont prévues pour ceux du premier décan : de quoi arborer un large sourire ! Satisfactions aussi pour ceux dont le métier est en relation avec l'argent : banquiers, agents de change, etc.

Cancer Les impacts planétaires devraient vous aider à améliorer votre équilibre financier. Tous ceux d'entre vous qui sortent d'une période délicate vont avoir la possibilité d'assainir leurs comptes. Les autres, qui sont en équilibre, devraient pouvoir placer utilement leurs économies. Si vous souhaitez jouer en Bourse, privilégiez la rentabilité à moyen terme.

Lion Cette journée, relativement calme, sera marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et d'assurer matériellement votre avenir. Évitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Vierge Climat astral nettement ambigu côté argent. Saturne influencera votre secteur d'argent. Saturne étant une planète de restriction et de limitation, inutile de vous dire qu'il vous promet une période de vaches maigres, où vous devrez surveiller de près vos dépenses. Mais Jupiter sera aussi là. Est-ce vraiment un bienfait ? Certes, Jupiter étant la planète de la chance, il va sans doute vous aider à renflouer votre budget. Mais cet astre est aussi celui qui rend le plus dépensier !

Balance Sur le plan matériel, vous devrez faire des choix : décidez de vous lancer dans des entreprises audacieuses, prenez des risques ou misez sur la sécurité, et envisagez des placements à long terme.

Scorpion Vous serez favorisé financièrement. Sans aller jusqu'à vous assurer un pactole, les astres vous permettront de vivre sans souci. Vous serez bien placé pour toute question liée au patrimoine, à un héritage, à une succession ; vous saurez faire fructifier ces biens de manière avisée et opportune.

Sagittaire Uranus et Neptune pourront vous apporter du bon et du moins bon dans le domaine financier. Du bon, dans la mesure où ils vous inciteront à accorder toute votre attention à la poursuite de vos objectifs dans ce domaine. Mais du moins bon aussi. Premièrement parce qu'Uranus risque de bloquer certaines de vos opérations ; ensuite parce que Neptune rendra la chance moins évidente.

Capricorne Ce sera le moment idéal pour consolider votre situation matérielle, pour réaliser des transactions immobilières. Mais ne vous lancez pas dans des spéculations hasardeuses, tenez-vous-en aux valeurs sûres.

Verseau Vous allez aborder une journée éprouvante marquée de difficultés financières auxquelles vous devrez faire face sans aucune aide extérieure. C'est au cours de cette journée, où toutes les tuiles du monde semblent vous tomber sur la tête en même temps, que vous devrez faire preuve de beaucoup de sang-froid, de courage, et surtout adopter une attitude détachée vis-à-vis de vos problèmes.

Poisson Uranus soutiendra vos finances, vous incitant à éviter des dépenses excessives et à avoir des sursauts d'économie. L'aspect financier de la journée jouera également au niveau des idées qui pourraient vous enrichir. Une chance certaine concernant les jeux de hasard ; consultez votre nombre de chance du jour. Pour ceux qui attendent l'issue d'un procès ou d'un héritage, il y aura possibilité d'obtenir satisfaction au-delà de tout espoir.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/21/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



IMPACT 2030

Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Kozah / Eau et assainissement

Le projet d'alimentation en eau potable de la ville de Kara lancé

Le ministre délégué chargé de l'Eau et de l'Assainissement, Séna Alipui a lancé, le lundi 28 septembre, le projet d'Alimentation en eau potable (AEP) de la ville de Kara et de ses environs.



D'un coût global de 27 milliards de F CFA, le projet est financé par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA), la Banque islamique de développement (BID) et l'Etat togolais. Il s'étale sur une période de 14 à 18 mois.

Ce projet vise à renforcer durablement l'approvisionnement en eau potable dans la région de la Kara et à améliorer l'accès des populations à ce service essentiel. Le projet AEP entend desservir plus de 200 000 personnes et permettre le raccordement de plus de 40 000 nouveaux ménages. Il contribuera également à accroître de plus de 50 % la production journalière d'eau potable et à porter le taux d'accès à l'eau potable de 50 % à près de 75 % à Kara et dans les localités périphériques. Le projet couvre les communes Assoli 1, Assoli 2, Kozah 1 et Kozah 3, les villes de Bafilo et Kara, ainsi que plusieurs autres localités environnantes, à savoir : Bouladè, Djamdè, Awandjélo, Atchangbadè et Soumbou.

Les travaux sont confiés aux entreprises spécialisées, notamment China Geo-Engineering Corporation (CGC) et le groupe ASI-BF. Selon la directrice générale de la Société de patrimoine Eau et Assainissement en milieu urbain et semi-urbain (SP-EAU), Dr. Avumadi Massan, les travaux se répartissent en deux

lots. Le lot 1, a-t-elle dit, est attribué à la CGC, et comprend l'aménagement des ouvrages de captage sur la rivière Sarah à Bafilo, d'une capacité de 500 m³/h, la pose de conduite d'eau brute sur 8,3 km, ainsi que la construction d'une nouvelle station de traitement d'une capacité d'environ 10 000 m³/jour. Ces travaux prévoient également la construction d'une bache d'eau traitée de 750 m³, la réalisation d'environ 60 km de réseaux de distribution, la réhabilitation de l'ancienne station de Bafilo, des branchements domestiques subventionnés et la construction d'une vingtaine de bornes-fontaines.

Le lot 2, confié à ASI-BF, concerne la construction d'un réservoir de 5 000 m³ sur le site de l'ancienne base-vie de l'entreprise CECO. Haut de 30 mètres sous cuve, l'ouvrage doit améliorer la desserte des zones de Kara Sud et de ses environs actuellement difficiles d'accès au réseau.

Le projet prévoit par ailleurs la modernisation de 25 km de réseaux détériorés à Kara, la fourniture de 1 300 kits de branchement à la Togolaise des Eaux (TdE) et l'aménagement des voies d'accès. Face aux effets du changement climatique, la réalisation d'une retenue d'eau brute est aussi envisagée afin de renforcer la disponibilité de la ressource en toute saison.

Le ministre délégué Séna Alipui a indiqué que le projet s'inscrit dans la

feuille de route gouvernementale portée par le Président du Conseil à qui l'accès à l'eau potable constitue un enjeu majeur pour la santé publique, l'inclusion sociale et le développement économique.

Le ministre a fait savoir que ce projet permettra de renforcer la sécurité hydrique de la ville de Kara et l'axe Bafilo-Kara, afin de permettre à trois familles sur quatre d'accéder à l'eau potable, contre une proportion plus faible actuellement. Le gouverneur de la région de la Kara, Général de brigade, Adjitowu Komlan a relevé que le projet doit contribuer à garantir un accès durable à l'eau potable dans les foyers, les écoles, les centres de santé et les espaces de travail.

Il a souligné que cette démarche de diversification des sources d'eau est une réponse à la croissance démographique et aux aléas climatiques. La cérémonie a réuni les autorités administratives et locales, les chefs traditionnels, les forces de défense et de sécurité, les députés ainsi que les partenaires techniques et financiers.

La veille, le ministre délégué Séna Alipui a effectué une tournée sur les sites d'eau notamment la cascade Sarah à Bafilo, au barrage de la Kozah et certains quartiers urbains de Kara dont Adabawéréde afin de constater les réalités de terrain en matière d'accès à l'eau potable.

Avec ATOP/SG/TAL/
DHK

Eliminatoires CAN 2027

L'Algérie se loupe face au Burundi, le Maroc n'a pas tremblé, le Sénégal gagne sans convaincre

Pénalisée par un début de match catastrophique, l'Algérie n'a pas pu faire mieux qu'un match nul sur la pelouse du Burundi (2-2). Dans le même temps, le Maroc a tranquillement gagné contre le Lesotho et le Sénégal de Patrick Vieira, s'il l'a emporté 1-0 en Ethiopie, a encore affiché une baisse de régime inquiétante en deuxième période.

Deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2027, avec en lice ce mardi après-midi, l'Algérie, le Maroc et le Sénégal. Deux sélections qui l'avaient emporté lors de la 1ère journée, et une qui avait déçu en concédant le nul face au Mozambique. Commençons par l'Algérie, victorieuse de la Zambie, pour les débuts de Brahim Hemdani sur le banc de touche. Le deuxième match, face au Burundi, s'est avéré bien moins tranquille. La faute à un début de rencontre totalement raté, à l'image de ce but contre-son-camp lunaire sur une passe en retrait mal maîtrisé de Chaïbi (1-0, 5e). Puis Bensebaïni se faisait enrhummer par Girumugisha, qui derrière se débarrassait facilement de Hadjam pour enfoncer le clou (2-0, 12e). Malmenés par le Burundi, qui jouait crânement sa chance quitte à enchaîner les fautes grossières, les Fennecs peinaient à développer du jeu, s'en remettant aux inspirations de Belloumi pour créer un peu de danger. Et c'est le joueur de Hull qui réduisait la marque (2-1, 30e) après un cafouillage dans la surface adverse. On pensait que le match avait tourné, mais les Hirondelles étaient loin de renoncer, avec un Girumugisha étincelant, qui torturait Abada sur chaque accélération.



L'Algérie s'en remettait à un coup-franc direct splendide de Boulbina pour égaliser (2-2, 63e), juste avant sa sortie. Mais derrière, cela manquait d'idée, de créativité, d'élan collectif pour aller chercher la victoire. Les Fennecs ont sauvé les meubles mais ce nul aura plutôt une saveur d'échec.

Le Maroc et le Sénégal ont fait le boulot

Après une victoire contre le Gabon, le Maroc cherchait à enchaîner face au Lesotho, à l'extérieur. Cela n'a pas été simple face à une dépense bien regroupée, et il a fallu attendre la dernière minute de la première période pour voir les Lions de l'Atlas ouvrir le score, par l'intermédiaire de Brahim Diaz, qui récupérait un ballon mal sorti par la défense adverse. Dominateurs, ils affichaient la patience de ceux qui ne doutent pas de l'issue de la rencontre. Et Ounahi donnait un peu plus de relief à la victoire marocaine, sur un service parfait de Rahi-

mi, en deuxième période. Score final 2-0. Le Sénégal, de son côté, voulait se racheter après avoir laissé 2 points en route sur la pelouse du Mozambique. Patrick Vieira, le nouveau sélectionneur des Lions de la Teranga, avait déclaré avoir appris beaucoup de choses sur son premier match, et il a joint les actes à la parole en changeant de système de jeu pour installer un 3-4-3, dont a notamment fait les frais Pape Matar Sarr, au profit d'Ibrahim Mbye. Un choix payant puisque l'ancien Parisien a ouvert le score sur un service royal de son partenaire à Aston Villa, Nicolas Jackson. Mais comme face au Mozambique, le Sénégal ne faisait pas le break et restait à portée de tir. Et la qualité de jeu baissait également, tout comme le rythme de la rencontre. Sans convaincre, Vieira a au moins arraché sa première victoire en tant que sélectionneur (0-1).

Avec footmercato.net

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.



GUINNESS

TA GUINNESS 65 CL, PASSE À

1000 FCFA ROND !

*Prix de vente détail conseillé • *Avec drapeaux pour le samedi, à l'achat avec modérateur. (15-20-25)

**Nouveau prix,
même goût**

**BB LOMÉ S.A**

**BLACK
BRILLE
DANS TOUT**

